

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

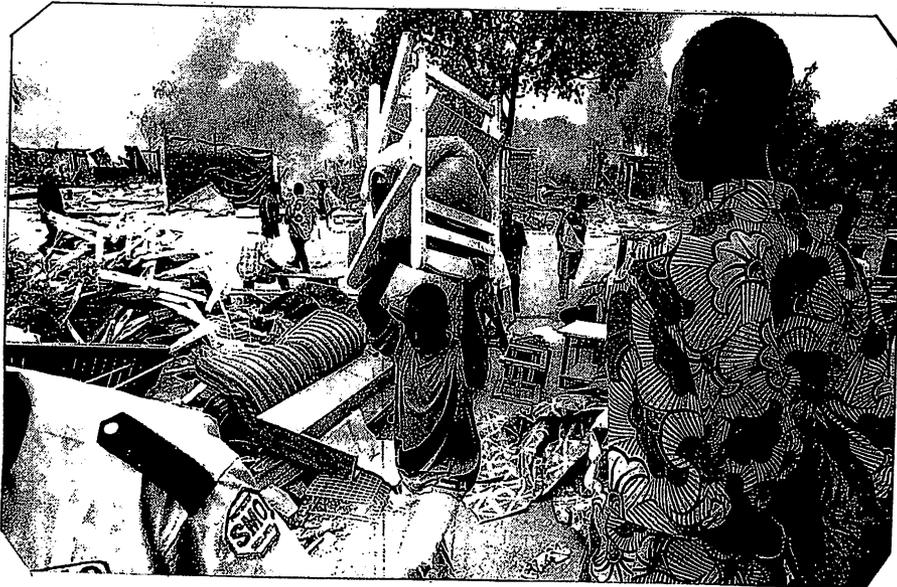
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 07 OCTOBRE 2002

N° 296 PRIX 0,60 Euros (4 F)

COTE D'IVOIRE



**REFUSER LA DIVISION**

**ENTRE TRAVAILLEURS**

SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

## é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

Page 5  
Cote d'Ivoire:  
- Incapable de réduire la rébellion, le pouvoir cherche des appuis sur la base de l'ethnisme et du régionalisme  
- Quand l'armée française soutient Gbagbo (Page 9)

Page 12  
Sénégal: Naufrage du "Joola", l'Etat est responsable

Page 14  
Mali: ATT ne se prononce pas sur les sans-papiers

Page 15  
Non à la guerre contre l'Irak

ABONNEMENT  
FRANCE:

1 an: 13 Euros (85 F)

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :  
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE

**REFUSER LA DIVISION  
ENTRE TRAVAILLEURS**

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si les troupes gouvernementales parviendront à prendre Bouaké aux militaires mutins. La seule chose qui apparaît certaine aujourd'hui, c'est que les tentatives de négociation sous l'égide des représentants des différents Etats de la CEDEAO n'ont été qu'une ruse de la part de Gbagbo pour dissimuler la préparation d'une attaque sur Bouaké et sur Korhogo.

Pendant des semaines, la gendarmerie et les troupes gouvernementales n'ont pas réussi à déloger les mutins des villes qu'ils occupaient dans le Nord. L'armée est en effet plus entraînée à rançonner la population pauvre qu'à se battre. En outre, comme le prouve la mutinerie elle-même, elle est rongée du dedans par toutes sortes de mécontentements, sans même parler de la rivalité entre galonnés. Retrouvera-t-elle une efficacité suffisante pour faire face aux soldats rebelles ? Gbagbo s'est cru en tout cas en situation de déclencher une offensive, d'autant plus que l'armée française ne joue même plus la comédie de "l'intervention humanitaire". Malgré l'évacuation des citoyens français, américains ou libanais, elle est restée embusquée autour de Bouaké. Elle ne se contente pas d'offrir une aide logistique, c'est-à-dire des camions de transport, de l'essence ou du matériel de toutes sortes, mais elle a placé ses dispositifs de telle façon qu'elle empêche les mutins d'avancer sur Abidjan. Mais, en revanche, ces dispositifs n'empêchent pas les troupes gouvernementales d'attaquer - si toutefois elles en ont la capacité. Les capitalistes français ont trop d'intérêts en Côte d'Ivoire pour que l'armée française reste neutre. Ce n'est évidemment pas la population de ce pays qu'elle entend protéger, pas même à vrai dire la personne de Gbagbo, mais l'ordre lui-même, afin que les biens français ne soient pas menacés et que les profits tirés des masses laborieuses de ce pays n'arrêtent pas de couler vers les coffres-forts de là-bas.

Nous ne savons donc pas si la partition de fait du pays entre les mutins qui occupent le Nord

et les troupes gouvernementales perdurera ou si la rébellion militaire tournera court. Mais quelle que soit l'issue, ce qui se passe en ce moment dans ce pays est grave pour toute la population laborieuse.

Plusieurs centaines de femmes, d'hommes et d'enfants sont déjà morts soit à l'occasion des affrontements entre les deux bandes armées, soit victimes des exactions de la gendarmerie ou des troupes gouvernementales.

Nous ne savons pas grand chose du comportement des militaires mutins, mais il semblerait que, pour le moment, ils tiennent à gagner un certain assentiment de la population de Bouaké et ne se livrent pas à des exactions susceptibles de l'aliéner. On ne peut pas en dire autant des troupes gouvernementales ici, à Abidjan, encouragées à la violence et au racket par la démagogie gouvernementale.

Cette démagogie ethniste et xénophobe prend des proportions inouïes. La presse gouvernementale, les Blé Goudé et bien d'autres, tiennent un langage digne de cette radio "Mille collines", de sinistre réputation, qui a tant contribué au génocide au Rwanda. Les crapules qui répètent les appels du genre "nous ferons partir tous les Burkinabé de la Côte d'Ivoire, restez mobilisés à cet effet", donnent des ailes à ces militaires, ces gendarmes ou ces policiers qui rançonnent de longue date les chauffeurs de gbaka et ceux qu'ils transportent et, plus généralement, les gens du peuple qui passent à portée de leurs mains. Mais, cette fois-ci, ils le font au nom du "patriotisme", au nom de "l'ivoirité".

D'ores et déjà, le climat est devenu invivable pour tous ceux qui sont originaires du Burkina et même pour tous ceux nés ici, en Côte d'Ivoire, mais dont les parents ou les grands-parents sont originaires de là-bas. Mais il devient invivable

aussi pour tous ceux qui sont simplement originaires du Nord et qui, du simple fait de la consonance de leur nom, de leur ethnique, de leur religion, sont accusés d'être la "cinquième colonne" du prétendu ennemi extérieur. Ce climat aggrave les tensions ethnistes, crée des tensions là où il n'y en avait pas et empoisonne la vie de tous. Car si une partie de la population pauvre en est réduite à la peur ou aux actions désespérées, le climat qui est créé, alimente la peur de tous les autres.

Personne ne sait pour le moment qui est derrière la rébellion des militaires, si tant est qu'il y ait une force politique derrière et qu'il ne s'agisse pas d'un soulèvement corporatiste de militaires décidés à préserver leur place dans l'armée et la paie ou le droit de racket qui va avec. Mais il est vrai que, même si la mutinerie était purement corporatiste au départ, elle a fini par devenir un fait politique et cristallise toutes les oppositions que des années de démagogie ethniste ont distillées dans la population. Car si les mutins semblent trouver un certain soutien dans une partie au moins de la population du Nord, c'est en raison des craintes et des frustrations imposées à cette population depuis des années.

Depuis des années, Bédié d'abord, puis Guéï et ensuite, peut-être plus ouvertement encore, le prétendu socialiste Gbagbo ont présenté non seulement les originaires du Burkina, mais même ceux du Nord, comme des étrangers et surtout comme des gens qui devraient être heureux de leur sort, même si leur sort est celui d'exploités ou de chômeurs dans les villes, ou d'ouvriers agricoles et paysans pauvres dans les campagnes. Malgré les saletés démagogiques propagées à leur propos par les politiciens et par les plumitifs d'une grande partie de la presse, il n'était pas question de les expulser car la vie économique se serait alors arrêtée.

On voulait seulement qu'ils se tiennent à leur place, qu'ils acceptent d'être dominés, opprimés et exploités.

Cela fait bien des années cependant que les gendarmes, les militaires ou les hommes de main du PDCI et, plus encore, du FPI, ont prolongé la démagogie par des actes odieux. La mutinerie donne au gouvernement l'occasion de porter l'odieux à des sommets jusqu'ici non atteints, mais qui malheureusement risquent d'être dépassés encore si la crise actuelle s'éternise.

Bien sûr, ceux des gens du Nord ou des originaires du Burkina qui espèrent que les mutins rebelles les vengeront ont tort. Les mutins sont issus de cette même armée que celle qui, depuis des années, rançonne, réprime et opprime. Et, de surcroît, s'il se révèle exact que le gros des militaires rebelles vient de ceux qui avaient soutenu le putsch du général Guéï, ce n'est certainement pas une référence.

Alors, les travailleurs, les paysans pauvres, quel que soit leur pays ou leur ethnie d'origine, n'ont certainement pas à prendre parti dans l'affrontement entre bandes armées. Car, si on ne sait pas aujourd'hui qui des deux bandes sera vainqueur, on sait qui en seront les victimes. Et quelle que soit la démagogie développée par les uns et par les autres, brutale par Gbagbo, racoleuse par les rebelles, il ne nous faut pas y céder. Il ne faut pas que les tensions ethnistes propagées d'en haut divisent le

monde des travailleurs et des pauvres, nous opposent les uns aux autres.

Il ne s'agit pas seulement d'humanisme ou de morale. Il s'agit de défendre nos intérêts de travailleurs et de pauvres. Car ce conflit a déjà coûté cher aux travailleurs et aux pauvres. Trop cher payé, les centaines de morts et de blessés dans un conflit qui ne les concerne pas. Trop cher payé, les milliers de pauvres obligés de déguerpier et d'errer pour trouver un endroit où survivre.

Mais trop cher payé aussi, ces prix qui s'emballent et qui, si la hausse se poursuit, condamnent des milliers de familles pauvres à la faim. Ces hausses de prix montrent d'ailleurs que, si les classes pauvres sont sollicitées par le gouvernement à donner plus pour ce qu'il appelle la "patrie", il y en a d'autres pour qui la guerre est une aubaine parce qu'elle leur permet de vendre plus cher des produits de nécessité vitale et de s'enrichir des privations et des souffrances des autres.

Alors, travailleurs et pauvres de toutes les ethnies, refusons la démagogie ethniste, refusons la xénophobie, refusons d'être opposés les uns aux autres. Il y va de notre capacité de nous défendre face au gouvernement, quel qu'il soit ; de notre capacité d'empêcher les patrons et les riches de nous réduire toujours plus à la misère. Il y va de notre vie et de notre dignité

COTE D'IVOIRE

**INCAPABLE DE RÉDUIRE  
LA RÉBELLION MILITAIRE  
LE POUVOIR CHERCHE DES APPUIS  
SUR LA BASE DE L'ETHNISME  
ET DU RÉGIONALISME**

Depuis le 19 septembre, la Côte d'Ivoire, à peine sortie d'une période de violence à caractère ethnique et régionaliste, est entrée dans une nouvelle phase de la même crise politique qui secoue le pays depuis le coup d'Etat de Robert Guei, en Décembre 1999.

Comme en 1999 la crise a commencé par une mutinerie de soldats mécontents de leur sort. Cette fois-ci, ce sont quelques centaines de soldats (750) protestant contre leur démobilisation prévue pour la fin de cette année qui se sont rebellés. Le général Robert Guei dont le parti (UDPCI) venait de mettre fin, quelques semaines plutôt, à son alliance avec le pouvoir de Gbagbo, s'apprêtait-il à prendre la tête de cette mutinerie pour renverser Gbagbo? En tout cas ce dernier lui en a prêté l'intention. Toujours est-il que deux jours après le début de la mutinerie, le cadavre du général putschiste a été retrouvé, en tenue de sport sur le bas côté d'une rue de Cocody, un quartier résidentiel d'Abidjan. 15 autres personnes de sa famille ou de son entourage proche, dont son épouse, ont également été assassinées. Peu de temps avant, le ministre de l'intérieur, Emile Boga Doudou, avait connu le même sort.

Règlement de compte ou tentative avortée de coup d'Etat? Guéi se croyait-il si intouchable, si populaire parmi les hommes de troupe que le jour-même où on lui prête l'intention de prendre le pouvoir il dînait tranquillement en famille, dans sa résidence principale de la capitale? Alasane Ouattara, le dirigeant du RDR aurait peut-être connu le même sort s'il ne

s'était pas réfugié dans la résidence de l'ambassadeur d'Allemagne jouxtant la sienne propre. Sa maison a été pillée puis incendiée par des sbires de Gbagbo. Plusieurs dirigeants du RDR ont été arrêtés par les forces armées. Peut-être ont-ils été assassinés. Les journaux du RDR ou proches de lui (Le Patriote et Le Libéral) ont cessé de paraître depuis le 19 septembre.

Il ne s'agit malheureusement pas d'une simple guerre au sommet de l'appareil d'Etat ou entre factions rivales pour ravir le pouvoir. C'est la population pauvre, plus particulièrement ceux que les gens du pouvoir ou leur portes-voix les plus attitrés ont coutume de désigner sous le vocable d'"allogènes" ou d'"étrangers", c'est-à-dire essentiellement les Dioulas, les Burkinabé et plus généralement ceux qui portent des noms à consonance "nordiste" qui en sont les premières victimes. Le discours guerrier et patriotard que Gbagbo a prononcé le 21 septembre a été un véritable feu vert lancé en direction de tous ceux qui voulaient donner libre cours à leurs sentiments de haine contre cette fraction de la population. Il a en effet désigné du doigt le Burkina de Blaise Compaoré d'être le commanditaire de la rébellion et a demandé à la gendarmerie de "nettoyer les quartiers précaires" qui serviraient de repaire à tous ceux qui veulent "déstabiliser la Côte d'Ivoire". Il s'agit des bidonvilles dans lesquels habitent les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de s'offrir un toit. Immédiatement après ce discours, le bidonvilles d'Agban situé aux abords de la caserne de gendarmerie d'Agban

a été incendié par les gendarmes. Ceux-ci en ont profité pour dépouiller, avant d'y mettre le feu, le peu que possédaient les habitants. D'autres bidonvilles ont subi et vont subir le même sort.

Cette chasse aux habitants des bidonvilles sous couvert de lutter contre "le terrorisme", illustre à quel point le prétendu "socialiste" Gbagbo hait la population la plus déshéritée pour le grand bonheur des promoteurs immobiliers qui lorgnent depuis longtemps sur ces espaces ainsi "libérés".

L'antenne du HCR (Haut commissariat aux réfugiés) basée à Abidjan, signale qu'à la date du 3 octobre plus de 6000 personnes sont sans abris depuis le début de ces

opérations de "déguerpissement". Ce chiffre est très certainement en dessous de la réalité de même que celui du nombre officiel de moins de 300 morts. Nous n'en sommes malheureusement qu'au début de cette barbarie deux semaines après l'éclatement de cette nouvelle phase. Les cicatrices des violences subies par les populations pauvres lors des événements du 20 aux 25 octobre 2000 lors de l'arrivée de Gbagbo au pouvoir, sont encore toute fraîches. Cette nouvelle flambée de violence ne fera que les raviver et envenimer encore plus les relations entre les diverses ethnies qui composent ce pays. Il faut espérer que les travailleurs les plus conscients résistent à la pente de l'ethnisme et du régionalisme dans laquelle veut les conduire le pouvoir en place.

#### COTE D'IVOIRE

### **LES POPULATIONS PAUVRES NE PEUVENT FAIRE CONFIANCE NI AUX MUTINS NI A L'ACTUEL POUVOIR EN PLACE**

La négociation pour l'obtention d'un accord de cessez-le-feu entre les dirigeants des mutins et le gouvernement ivoirien par l'entremise de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) commencée depuis le 4 Octobre sous la surveillance des troupes françaises, mettra-t-elle fin à l'escalade qui semble mener la Côte d'Ivoire vers une guerre civile? Pour l'heure, il est difficile de l'affirmer. Les mutins qui, au départ, demandaient leur simple réintégration dans l'armée ivoirienne se font appeler aujourd'hui "Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire". L'adjudant Fozié qui parle en leur nom, dit qu'il veut le départ de Gbagbo et que de nouvelles élections aient lieu. "Nous ne voulons plus, a-t-il ajouté, que l'on distingue les Ivoiriens du Sud, de l'Est, de l'Ouest ou du Nord. Que tout le monde soit Ivoirien et que tous

soient égaux". De son côté Gbagbo a fait savoir qu'il pourrait éventuellement accepter une négociation avec eux mais à condition qu'ils déposent d'abord les armes. Les choses en sont là pour le moment.

Même si un accord de cessez-le-feu était trouvé, celui-ci ne pourrait vraisemblablement qu'être provisoire. Cette crise est plus profonde qu'une simple opposition entre d'un côté 750 mutins et de l'autre, le pouvoir de Gbagbo. Si les mutins ont pris aussi facilement des grandes villes comme Bouaké ou Korhogo sans aucune résistance réelle des forces gouvernementales ce n'est pas par ce qu'ils sont plus armés comme le prétendent les portes paroles du pouvoir. L'armée ivoirienne est certes en pleine déconfiture mais c'est surtout parce que les mutins ont trouvé une certaine sympathie auprès de la

population locale écoeurée par les agissements des gens du pouvoir central à leur égard. Plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Bouaké pour apporter leur soutien aux mutins et pour demander à la France de ne pas intervenir contre eux. Il n'est pas impossible que certains ont manifesté sous la menace et la peur des nouveaux maîtres de Bouaké qui encadraient les manifestations avec des fusils. Mais le fait que le pouvoir de Gbagbo, qui sait aussi utiliser la menace et la violence à l'égard de ces mêmes habitants, n'ait trouvé aucun soutien dans leur sein illustre tout de même que le rapport des forces entre le pouvoir et les mutins n'est pas que militaire dans la partie Nord de la Côte d'Ivoire.

Mais quand les dirigeants des mutins disent qu'ils veulent "une Côte d'Ivoire démocratique et juste", il faut vraiment être naïf pour les croire sur parole. Rappelons tout de même que la plupart d'entre eux, Fozié en tête, faisait partie de la garde prétorienne de Robert Guéi lorsque celui-ci prit le pouvoir en décembre 1999. Ils servaient alors de bras armé pour accomplir les basses besognes du général dictateur. Au passage ils ne se gênaient pas pour racketter eux aussi les petites gens et tuer en toute impunité. Lorsque le général Guéi a été débarqué après les élections truquées, le nouveau pouvoir de Gbagbo ne savait plus trop quoi faire d'eux. Certains ont dû fuir dans les pays environnants ou se terrer dans leurs régions. D'autres ont été mis à l'écart en attendant leur "démobilisation" à la fin de 2002. Alors quand ils disent aujourd'hui être pour une "démocratie" en Côte d'Ivoire, leur parole ne vaut pas plus que celle de leur ancien maître Guéi qui, lui, proclamait qu'il allait "balayer la maison", enrayer la corruption, et remettre ensuite le pouvoir aux civils.

La Côte d'Ivoire aujourd'hui

est menacée de partition et risque de se retrouver dans la même situation dramatique que celle qu'ont connue le Libéria voisin ou la Sierra-Leone. Rappelons que ces pays ont été complètement dévastés par les bandes armées qui régnaient à coups de baïonnettes et de machettes. Des centaines de milliers de personnes y ont laissé leur vie. Celles qui ont réussi à se sauver ont tout perdu et sont aujourd'hui dans un dénuement total dans des camps de réfugiés ou en exil forcé. Voilà ce qui risque d'arriver en Côte d'Ivoire si la situation se détériore encore davantage.

Malheureusement ce n'est ni du côté des soldats rebelles, ni du côté du pouvoir de Gbagbo que la population pauvre peut trouver une assurance que ce pays ne tombe pas vers une barbarie sans nom. Gbagbo, loin de tendre la main vers les populations du Nord les repousse au contraire dans les bras des mutins. Les dirigeants de son parti s'en donnent à cœur joie dans leur presse et dans leurs meetings pour déverser leur haine et leur mépris à l'égard des gens du Nord en les désignant comme des "assaillants", des "terroristes" en puissance et responsables de tous les maux de la Côte d'Ivoire.

Alors sur qui les populations pauvres peuvent-elles compter pour échapper à ce déferlement de violence? Les forces de l'ECOMOG qui se proposent de s'interposer entre les belligérants? On a vu le désastre de leur intervention au Libéria puis en Sierra-Leone! Sur l'armée française? Rappelons comment en 1993, celle-ci avait agi au Rwanda en armant et en aidant les pires crapules qui ont pratiqué le génocide dans ce pays. Les travailleurs, les petits paysans, l'ensemble de la population pauvre ne peut compter que sur leur propre mobilisation pour ne pas subir le même sort. Ils n'ont aucun intérêt à ce que la gangrène de l'ethnisme, du régionalisme ou tout autre forme de division se propagent dans leur

camp. Il faut que soit préservé l'esprit de solidarité entre pauvres, que l'on soit capable de porter secours à notre voisin même s'il est d'une ethnie, d'une région ou d'un pays différent du notre. Il faut que nous montrions à nos dirigeants politiques que nous ne sommes pas d'accord lorsqu'on accuse quelqu'un d'être un "assaillant"

ou un indésirable du simple fait qu'il a un nom qui ne plaît pas à leur oreille. En n'emboîtant pas les pas des va-t-en-guerre contre nos propres frères, nous ne faisons pas que les aider mais nous nous aidons nous-mêmes. Car tôt ou tard si nous n'y prenons pas garde cette violence à l'égard de ceux qu'on nous désigne comme "étrangers" se retournera contre nous-mêmes.

### COTE D'IVOIRE

## **LE FACE A FACE ENTRE BOUAKE ET ABIDJAN PRÉSAGE-T-IL UN BAIN DE SANG?**

Le mercredi 2 octobre, les partisans du pouvoir de Gbagbo avaient organisé une manifestation à Abidjan pour galvaniser la foule afin qu'elle s'apprête à la "défense de la patrie en danger". Selon les journalistes internationaux présents, il y aurait eu environ quarante mille manifestants. Mais le FPI, par la voix de son journal "Notre Voix", y en a vu dix fois, vingt fois voire quarante fois plus. Voici ce qu'écrit ce journal daté du lendemain de cette manifestation : "Combien étaient-ils? 500 000, 1 million, 2 millions... Nul ne saurait le dire avec exactitude le nombre de jeunes patriotes venus des dix communes d'Abidjan qui ont pris l'assaut de la Place de la République..." Cette manifestation de soutien au régime fut néanmoins importante. Ce fut, une fois de plus, une occasion pour tous les dirigeants les plus xénophobes de se rivaliser en matière de démagogie en exacerbant les haines à l'encontre des Burkinabé. Blé Goudé (ex-dirigeant de la FESCI, mouvement étudiant) et Tapé Koulou (directeur d'un journal xénophobe) ont été particulièrement infects. Ils ont exhorté les jeunes à "aller à Bouaké" pour ravir le pouvoir aux "assaillants venus de l'étranger". Ils ont demandé aux jeunes de "donner leur poitrine" pour défendre le pays. La date du 8 octobre a été retenue pour "aller à l'assaut de

Bouaké". Le gouvernement a par ailleurs proposé la formation militaire à 10 000 jeunes volontaires pour les enrôler dans cette sale guerre que l'armée officielle n'est pas capable de mener elle-même.

Dans leur élan, les organisateurs de la manifestation en avaient proposé une autre pour le samedi 5 octobre, espérant sans doute que la foule y sera encore plus nombreuse. Il n'y a eu que quelques milliers de participants, c'est-à-dire beaucoup moins que dans celle du 2 octobre. Il est pour l'instant difficile d'affirmer que la politique de va-t-en-guerre prônée par le pouvoir n'enchanté pas trop la jeunesse abidjanaise, tout au moins celle qui épouse les thèses du FPI, même si celle-ci est contaminée par le poison de la xénophobie.

Parallèlement aux manifestations organisées à Abidjan, les mutins ont voulu montrer qu'ils ont, eux aussi, des soutiens dans la population de Bouaké et de Korhogo. Aux mêmes dates, ils avaient appelé les populations à descendre dans la rue. C'est ainsi qu'à Bouaké plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblées. Mais c'est surtout le samedi 5 octobre que cette démonstration fut la plus forte puisque, selon les

journalistes de RFI et TV5, 200 à 300 000 personnes étaient dans les rues de Bouaké. Elles ont scandé des slogans exigeant la démission de Gbagbo et contre toute intervention militaire française en faveur du pouvoir.

Ce face à face entre Abidjan et

Bouaké se terminera-t-il par une guerre ou bien les belligérants finiront-ils par trouver une base de négociation? Il faut craindre que si l'escalade se transforme en guerre ouverte, l'on s'achemine vers un véritable bain de sang auquel il sera difficile d'y mettre fin.

#### COTE D'IVOIRE

### **QUAND L'ARMEE FRANCAISE DECIDE D'APPORTER SON SOUTIEN A GBAGBO**

Depuis l'éclatement de la mutinerie, la Côte d'Ivoire est de fait coupée en deux. Toute la partie Nord du pays, au-dessus de Bouaké (la deuxième grande ville après Abidjan) est aux mains des rebelles. Ce qui représente près de 40% du territoire national. Yamoussokro, la capitale politique était en passe de tomber dans leurs mains. Mais l'armée française dépêchée sur les lieux pour, officiellement, "protéger et évacuer les ressortissants étrangers" a mis fin à la progression des troupes rebelles vers le Sud.

En réalité, l'action prétendument humanitaire de l'armée française n'est qu'un prétexte des dirigeants français pour venir en aide au pouvoir de Gbagbo qui ne peut pas compter sur sa propre armée, tant celle-ci est inefficace du fait des rivalités dans son propre sein, du manque de "motivation" des soldats dits "loyalistes", du manque de moyens matériels, etc... De nombreux soldats ont déjà fui les casernes pour aller se réfugier dans leurs villages. Devant l'impuissance de ses troupes plus volontaires pour racketter et violenter les petites gens que pour risquer leur peau pour défendre le pouvoir de Gbagbo, celui-ci s'est tourné vers la France. Cette dernière possède déjà sur place un bataillon de près de 600 soldats à Port Bouët, près de l'aéroport d'Abidjan.

Malgré les discours des

dirigeants français affirmant qu'il s'agit-là d'une crise "ivoiro-ivoirienne" dans laquelle ils ne veulent pas s'immiscer, la présence "humanitaire" s'est transformée en "appui logistique" au pouvoir en place. La France s'est en effet engagée à fournir du matériel de toutes sortes jusqu'à y compris des munitions et des rations alimentaires à l'armée ivoirienne. Et en attendant que cette dernière devienne opérationnelle, les troupes françaises contrôlent la route principale menant vers la capitale afin d'empêcher les rebelles d'y parvenir.

En décidant de venir au secours du pouvoir de Gbagbo, les dirigeants de l'impérialisme français se donnent surtout les moyens de veiller sur leurs propres intérêts en Côte d'Ivoire. La France est de loin le premier partenaire économique et financier de ce pays. Les Bouygues, les Bolloré et autres grands capitalistes y détiennent d'énormes affaires juteuses dans les télécommunications, le bâtiment, les travaux publics, l'énergie, l'eau, l'agro-alimentaire, les transports, etc... Leur crainte, ce n'est pas que si les rebelles prenaient le pouvoir à Abidjan leur domination économique serait remise en cause. Les portes-parole des rebelles ont déjà assuré qu'ils ne toucheront pas aux intérêts de la France. Mais le simple fait que la Côte d'Ivoire bascule dans une longue période d'instabilité nuit déjà à l'activité économique et donc porte atteinte

aux intérêts de la bourgeoisie française.

Quant à dire que les troupes françaises aident à l'évacuation des ressortissants étrangers ce n'est vrai que pour ceux qui ont un passeport occidental. Que les

Burkinabé, Maliens, Sénégalais, Sierra-leonais, ou Guinéens, entre autres, qui sont au nombre de plusieurs millions en Côte d'Ivoire, soient en danger de mort, ceux-là ne préoccupent pas les dirigeants français.

### COTE D'IVOIRE

## **NON A LA DESTRUCTION DES QUARTIERS PRÉCAIRES !**

Le 5 octobre dernier, le gouverneur du district d'Abidjan Dedji Amondji a annoncé que "tous les quartiers précaires d'Abidjan, caches d'armes et de drogues des assaillants, seront rasés. Et d'ici un mois, il n'y aura plus de quartiers précaires à Abidjan".

Bien sûr, les autorités n'ont pas attendu ce discours pour commencer leur sale besogne! Certains quartiers précaires accusés d'être le repaire de supposés assaillants ont été détruits tels l'incendie de la "casse" d'Adjamé et des bidonvilles d'Agban.

Amondji est bien placé pour savoir que pour trouver des "armes" et de la "drogue", c'est dans les quartiers chics et chez des hommes qui, comme lui, roulent en Mercedes, qu'il faut plutôt les chercher! Quant aux quartiers précaires, les gens bien nourris savent que ce sont des ouvriers qui y vivent. Des travailleurs dont le salaire ne permet même pas de vivre de façon décente, condamnés à vivre dans des bidonvilles, tellement ils sont exploités par la classe capitaliste!

Il ne faut pas se laisser tromper par les bobards de ces gens

-là. La destruction des bidonvilles est une affaire de gros sous. Depuis longtemps les promoteurs immobiliers lorgnent vers ces quartiers précaires. Depuis combien de temps, par exemple, Aka Angui, la maire de Port-bouët, cherche t-elle à raser Gonzagueville, sans jamais avoir réussi, grâce à la détermination de ses habitants?

Aujourd'hui, avec ce nationalisme ambiant puant, le prétexte est tout trouvé, pour s'attaquer aux travailleurs de ces quartiers et tenter de les faire déguerpir.

Ces bidonvilles sont, nous dit-on, occupés par une grande majorité "d'étrangers". Et alors? Quel que soit le nombre de ceux qu'ils taxent d'étrangers vivant dans ces quartiers, ce sont avant tout des ouvriers et des pauvres, comme leurs frères ivoiriens qui partagent le même sort!

Permettre donc à la bourgeoisie de s'en prendre aux quartiers précaires, c'est leur permettre de s'attaquer à la classe ouvrière et aux pauvres; à toute la classe ouvrière, à tous les pauvres.

### **ETABLISSEMENT DES NOUVELLES CARTE D'IDENTITÉ TOUŦ LE MONDE N' EST PAS LOGÉ À LA MÊME ENSEIGNE!**

Depuis près de 3 mois, toute la population est appelée à refaire de nouvelles pièces d'identité. A cet effet, on demande, en plus d'un extrait de naissance, d'indiquer le village d'où on est originaire,

ainsi que le nom d'une personne vivant dans ce village pouvant témoigner de la véracité des informations transmises. Désigner un village d'où l'on est originaire pose d'innombrables problèmes à tous

ceux qui n'y ont jamais mis les pieds. Surtout, à ceux dont les ancêtres sont venus directement, par exemple, de la Guinée, du Mali ou du Burkina, s'installer dans les villes.

Alors, quand on a un nom à consonance baoulé, gouro, bété, etc, on ne rencontre pas de problèmes particuliers. Mais pour les Dioulas, ça devient un vrai casse-tête. Déjà, soupçonné d'être étranger, ne pas avoir de village conforte encore plus les agents d'identification qui se prennent souvent pour des inquisiteurs!

Peuple commerçant et citadin, le dioula s'installe dans la ville qui lui réussit. Aux petits-fils ou arrière petits-fils de ces personnes qui n'ont connu que leur lieu de naissance, si on demande de donner le nom d'un village, c'est tout naturellement qu'ils sont bloqués et donnent le nom d'une ville. Ils s'entendent alors répondre qu'une ville ne peut être leur village. Du

coup, beaucoup de personnes n'arrivent pas à faire leurs pièces d'identité ou, dans la plupart des cas, se voient lancer des propos vexants.

Cette situation crée alors d'énormes frustrations et un sentiment d'exclusion. Le comble, c'est lorsque qu'à un barrage de contrôle, le policier, pour peu qu'il soit gagné par le poison de l'ivoirité, se prend un malin plaisir à plier et tordre la pièce d'identité, pour en vérifier l'authenticité. Il arrive aussi souvent qu'on fasse descendre le passager d'un véhicule de transport en commun, quand son nom patronymique ne sonne pas assez ivoirien aux oreilles des "forces de l'ordre".

Tous ces sentiments concourent à diviser la population en nationaux de première et seconde zone. Mais, aussi, il contribue à diviser la population pauvre entre elle, au grand bénéfice des politiciens et de la bourgeoisie!

### ASSASSINAT DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Depuis les événements du 19 septembre dernier, il ne se passe plus de jours où l'on ne découvre des corps des personnes assassinées nuitamment. Dans les quartiers pauvres comme Abobo derrière-rails et Port-Bouët Vridi-Canal, les gens sont abattus sauvagement et jetés dans les ruelles ou au bord de la mer. Les victimes sont toujours dépouillées de leur habillement pour faire disparaître leur identité.

Mais ces exécutions sommaires durant la nuit ne peuvent être que l'oeuvre des forces de l'ordre. Avec le couvre-feu, ils sont les seuls à patrouiller la nuit. Ces crimes

crapuleux se font dans l'anonymat, car la presse n'en parle jamais, ou si elle en parle, c'est dans l'intention de présenter ces corps comme étant ceux des "assailants" qu'ils ont abattus.

Malgré ce camouflage, la population arrive souvent à identifier des corps qui ne sont autres personnes que de travailleurs de ces quartiers. La population est aujourd'hui traumatisée, vie dans la hantise de toutes ces tueries et ces dénonciations qui font l'objet des descentes musclées des militaires. Cela ressemble à des règlements de compte.

### AUGMENTATION DU PRIX DES DENRÉES

De nouveau, les prix ont flambé depuis le 19 septembre dernier. Une triste réalité pour les familles les plus pauvres qui n'arrivaient déjà

pas à joindre les deux bouts. Pour ironiser sur ce triste sort, les femmes des quartiers pauvres disent que "le panier de la ménagère qui

était déjà vide s'est troué maintenant".

Sur le marché nous avons en deux semaines, vu le prix du litre d'huile passer de 700 à 800Fr; le kg de viande passer de 1400 à 1800, 1900 voire 2000Fr ; le prix du poisson a aussi presque doublé. C'est la même chose pour tous les produits vivriers: igname, gombo, piment, etc.

Comment peut-on vivre avec ces augmentations successives alors que le salaire lui, n'a pas connu d'augmentation depuis plus de 20 ans?

Le comble de tout cela, c'est qu'en plus de cette misère montante, le gouvernement veut extorquer des fonds à la population sous la nouvelle appellation de "contribution à l'effort de guerre". Le porte-parole de l'état major des armées a déjà annoncé à la télévision que, dans les jours à venir, l'état va demander des contributions à toute la population pour faire face "aux agressions terroristes venues de l'extérieur".

Il y a d'ailleurs déjà des entreprises comme la SIR, la CIE et Compagnie qui ont pour ainsi dire obligé leurs salariés à soustraire de leur maigre revenu, 3 jours de salaire qu'elles ont versé comme leur contribution.

Dans les jours à venir,

d'autres entreprises emboîteront le pas aux premières, pour faire la poche à leur personnel.

Le plus révoltant c'est l'attitude des syndicats surtout des centrales syndicales qui, non seulement, font des déclarations xénophobes, mais en plus, cherchent à rouler tous les travailleurs dans cette combine. Depuis plus de deux ans que ce gouvernement est au pouvoir, ces centrales l'ont aidé à prendre dans la poche des travailleurs pour donner aux riches. Le patronat n'a jamais été inquiété. Au contraire, même lorsque des mouvements de grève éclatent, comme celui des agents de la santé publique, ces centrales les conduisent vers des impasses au grand bonheur du patronat et du gouvernement.

Mais si vraiment le gouvernement avait besoin d'argent, pourquoi ne le prend-il pas dans les coffres-forts des entreprises comme Bouygues, Bolloré, Carguil et autres "opérateurs économiques" qui ont pillé et continuent de piller ce pays? Pourquoi ne fait-il pas payer les "barons" de l'ancien régime comme ceux du nouveau à commencer par les Bédié - Alassane - Gbagbo et leurs ministres?

Pourquoi c'est toujours à la population de payer, elle qui souffre tant déjà? Cela montre bien que ce gouvernement et tous les dirigeants des centrales syndicales, sont au service des riches.

#### SENEGAL

### **NAUFRAGE DU "Joola", L'ETAT RESPONSABLE.**

"Joola", le bateau qui fait la navette entre Dakar et Ziguinchor en Casamance, a fait naufrage au large de la Gambie. Il y a eu 960 morts ou disparus et juste une soixantaine de survivants. Normalement, ce bateau était conçu pour le transport d'un maximum de 550 personnes. De plus il n'était pas prévu pour naviguer en

mer. Ce jour-là il y a plus de mille passagers à bord officiellement et certainement plus en réalité auxquels il faut ajouter la surcharge de fret. Autant dire qu'il était déjà en danger même s'il n'y avait pas eu la tempête.

Face à cet accident dramatique

le gouvernement a, dans un premier temps, tenté de faire avaler au public que c'est la tempête qui était responsable de la catastrophe. Cette explication fallacieuse a déclenché la colère des familles des victimes et des nombreuses personnes qui les soutenaient. Il y a eu des manifestations de colère et d'indignation sur le port de Dakar et même devant la présidence. Ces manifestants réclamaient la vérité et la démission du ministre des transports.

Du coup, devant la pression menaçante de l'opinion publique, Wade a fini par reconnaître la "responsabilité totale de l'Etat". Il a promis de mener une enquête et d'indemniser les familles. Par ailleurs, il a limogé aussitôt les deux ministres responsables de la maintenance et de la gestion du "Joola", ceux des transports et de l'armée. Wade a l'art de noyer le poisson. Dans un discours pathétique il a décrété trois jours de deuil national et transformer le "Joola" en "mémorial" en hommage aux victimes.

Pour la population de la Casamance, il s'agit-là d'un drame non seulement par le nombre des victimes mais aussi par la difficulté de communication que cela va provoquer entre cette région et le reste du pays, en particulier Dakar. La Casamance est enclavée entre la Guinée-Bissau et la Gambie. Vu la situation de guerre dans cette région, il n'y a pas de sécurité par la route, d'autant plus que traverser deux fois la frontière gambienne coûte cher pour les voyageurs sans compter qu'ils sont rançonnés par l'armée ou la police. Et contourner la Gambie en passant par Tambacounda revient aussi cher du fait de la distance. Depuis des

années il n'y avait que ce seul bateau pour faire la navette entre la Casamance et la capitale et il permettait tant bien que mal d'acheminer hommes et marchandises à un tarif relativement abordable. Ce qui permettait à la population casamançaise de faire du petit commerce vers Dakar. Rappelons que du fait de l'état lamentable de ce navire, il a été bloqué au port pendant des mois pour être réparé. Mais il a été tellement mal réparé que le jour même de sa remise en circulation, il a dû faire demi-tour car il avait encore des avaries.

La responsabilité de l'Etat est en effet totale dans cette affaire car c'est lui qui, tout en ayant la charge de ce navire, avait laissé pourrir la situation tout en sachant le danger que cela représente. Il s'était contenté de rafler les recettes sans s'occuper du reste. Limoger des ministres ne suffit pas pour mettre à la disposition de la population des systèmes de transports faciles et abordables pour tout le monde. Mais il n'y a pas que dans le domaine du transport que souffre la population. Il en va de même pour la santé, l'éducation, le logement, etc... Le Sénégal et tous les pays d'Afrique sont malades de la pauvreté et du sous-développement. Les progrès techniques, le savoir faire scientifique du génie humain existent mais l'organisation sociale qui régit les rapports économiques de la planète, le système capitaliste, est incapable d'en faire bénéficier ceux qui en ont le plus impérativement besoin. Ce naufrage illustre aussi la faillite de la politique de Wade qui, avant son élection, faisait plein de promesses de "sopi" (changement) mais une fois au pouvoir, n'est pas différent de ses prédécesseurs.

ATT A PARIS**IL NE SE PRONONCE PAS  
SUR LES SANS-PAPIERS**

Au début du mois de septembre Amadou Toumani Touré était en visite pour quatre jours à Paris. A peine quelques mois après son élection à la présidence du Mali, il est venu voir les dirigeants de l'impérialisme français. Lui, il a été reçu avec les honneurs d'un homme considéré comme étant du même bord que Chirac ou Sarkozy. Il n'a pas eu besoin de papier. Bien au contraire on lui déroule le tapis rouge.

Lors de son séjour et ses entretiens avec les dirigeants de l'Etat français, il a soulevé les problèmes cruciaux qu'affronte le Mali. En particulier la dette du Mali envers la France qui s'élevait à 200 millions d'euros. Celle-ci a été réduite de 40%. D'autre part, le Mali est le deuxième producteur africain de coton, après l'Egypte, avec 500.000 tonnes. Presque la totalité de la production est destinée à l'exportation. Ce que voudrait l'Etat malien c'est pouvoir ouvrir ses frontières à tout capitaliste qui voudrait construire des usines textiles pour la confection. C'est un appel franc car le pays est considéré comme ayant une main-d'oeuvre bon marché. Cela, c'est un souhait, reste à savoir si des candidats vont se bousculer à la porte.

Pendant que lui discute de ses problèmes avec l'Etat français, c'est complètement autre chose qui préoccupe la communauté malienne à Paris. Il y a 100 000 Maliens en France. Et environ 50% sont des sans-papiers. Ceux-là s'attendent à ce que ATT intervienne en leur faveur auprès de l'Etat français. Lorsque ATT a effectué une visite à Montreuil où résident de nombreux Maliens, on s'attendait à ce qu'il dise quelque chose à ce sujet. Beaucoup sont venus à une réception organisée par le maire de la ville.

Et bien, il ne veut pas se prononcer au sujet des sans-papiers. Et pour éviter de répondre aux préoccupations de son assistance, il a préféré flatter le rôle positif que joue l'immigration malienne dans l'économie du pays. Il faut se rendre à l'évidence que ce n'est pas cela qui le tracasse. Il a peur de décevoir son assistance. C'est ainsi que le vendredi 13 septembre environ une centaine de sans-papiers se sont présentés à l'ambassade du Mali pour lui parler. ATT était tout simplement absent.

En revanche il a vu le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy. Ce dernier doit aller à Bamako, vers la fin du mois d'octobre, pour discuter et créer selon ses termes "une filière positive" d'immigration avec le Mali comme pour la Roumanie. En clair cela veut dire que la police française et malienne vont coordonner leur travail pour bloquer toute immigration nouvelle. En même temps il vont certainement régler le problème des sans-papiers à leur manière. Ce n'est certainement pas en accordant des cartes de séjour pour tout le monde. On ne fait pas confiance à Sarkozy sur cette question. Et certainement pas non plus à ATT qui en discute en cachette pour régler les problèmes des sans-papiers maliens.

On ne peut pas faire confiance à nos dirigeants pour nous aider. Même quand il s'agit des hommes comme ATT qui, avec des allures de démocrate, sait mener la dictature dans son pays. Pour la régularisation des sans-papiers, comme pour tous les problèmes qui concernent les travailleurs, ATT comme le gouvernement français ne comprennent qu'un seul langage : celui de la lutte. A l'heure actuelle une fraction non négligeable de sans-papiers

s'organise pour faire pression sur le gouvernement Raffarin. On a plus intérêt à faire en sorte que cette

lutte soit plus efficace en cherchant le soutien des travailleurs français.

## **NON A LA GUERRE CONTRE L'IRAK**

Les Etats-Unis et la Grande Bretagne sont en train de mener une campagne de propagande pour une guerre contre l'Irak. Leur attitude à l'égard de ce pays durcit de jour en jour. En réalité les raids aériens sur l'Irak n'ont pas vraiment cessé depuis 10 ans. A ces agressions s'ajoutent l'embargo économique et les cotas sur l'exportation du pétrole. Ce diktat des grandes puissances et les pénuries qui en découlent ont plongé une grande partie du peuple irakien dans une misère indescrivable. La reprise de la guerre, cela signifierait encore plus de souffrances pour le peuple irakien. Saddam Hussein est un dictateur. Il opprime son propre peuple au profit des classes possédantes. Les grandes puissances l'ont aidé à renforcer cette dictature pour maintenir leur ordre dans la région. Elle s'appuyaient sur lui pour s'attaquer au pouvoir des Ayatollahs en Iran voisin. Ceux-ci avaient fait tomber le pilier des grandes puissances occidentales que constituait le régime du Shah. La guerre Iran-Irak avait fait un million de morts dans les deux camps. Le régime de Saddam Hussein avait bénéficié à cette époque de 100 milliards de dollars d'armement. Mais les appétits de Saddam Hussein, ses visées de réaliser le grand Irak en décrétant le rattachement du Koweït riche en pétrole, qui était d'ailleurs une province irakienne dans le passé, n'étaient pas pour plaire aux dirigeants des grandes puissances. Celles-ci ont opéré un virage à 180 degrés pour mener une sale guerre appelée "tempête du désert" contre leur allié de fraîche date.

Depuis les attentats du 11

septembre 2001, les dirigeants américains ont intensifié leur agression à l'égard de tous ceux qui ne se plient pas à leurs diktats. Ils les qualifient d'"axe du mal". Ils veulent que les grosses compagnies pétrolières contrôlent sans entrave toutes les routes du pétrole. Cette orientation vise aussi à servir de dérivatif aux difficultés intérieures américaines qui sont en réalité inhérentes à la crise économique du système capitaliste dont les USA sont les principaux bastions. Mais un engagement militaire peut se transformer en un embrasement dans toute la région à cause de l'arrogance, des frustrations, de la souffrance et finalement de la haine qui s'en suit. D'ailleurs, des millions de gens ont déjà basculé dans cette situation que ce soit au Moyen Orient ou ailleurs.

Les préparatifs militaires de grande envergure, les manoeuvres et les déclarations belliqueuses des dirigeants américains et anglais sont lourdes d'un risque de guerre. Les puissances de seconde zone que sont la France, l'Allemagne et quelques autres jouent leur propre jeu et se montrent temporisatrices des ardeurs guerrières des USA. Elles s'étaient alignées derrière eux dans le passé. Leur solidarité derrière les USA ne fera pas défaut cette fois.

Dans tous les cas, il est inacceptable que le peuple irakien fasse à nouveau les frais d'une guerre de plus en plus annoncée sous prétexte que les USA veulent remplacer un dictateur par un autre, plus malléable à leur goût.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.